

50 milliards d'économies ...

**La politique de la terre brûlée pour la
fonction publique !**

Communiqué

La conférence de presse du Président de la République sonne le glas de la fonction publique et des services publics.

Le gouvernement se donne comme objectif de trouver 50 milliards d'euros d'économies budgétaires dans les dépenses publiques.

Dans le même temps, il déroule le tapis rouge au MEDEF en répondant favorablement à ses exigences et en lui promettant, à l'horizon 2017, la fin des cotisations sur la branche famille pour un montant de 30 milliards d'euros.

Pour mener à bien cette politique, le Président de la République se dote d'un comité de suivi de la dépense publique directement rattaché à l'Élysée.

Quel revirement de situation !

En effet, l'ambition affichée depuis les deux dernières conférences sociales était de redonner toute sa splendeur à la fonction publique qui avait été savamment dénigrée par le gouvernement précédent.

A l'issue de la première conférence, le gouvernement a mis en place un agenda social qui, étalé dans le temps, devait aborder tout un ensemble de sujets qui répondent à cet objectif de réhabilitation.

Solidaires Fonction Publique a accepté d'y participer tout en martelant, à chaque fois, les contradictions qu'il y avait entre la volonté sincère affichée par la Ministre de la Fonction publique et les décisions politiques et budgétaires appliquées depuis lors par le gouvernement.

Lors de la présentation du CIMAP (Comité interministériel de la modernisation de l'action publique) du 18 décembre 2013, nous avons encore une fois dénoncé ces contradictions.

Aujourd'hui, nous avons bien compris que dans le langage présidentiel, la fonction publique et les services publics sont désormais, plus que jamais, assis au banc des accusés.

Jugés responsables du déséquilibre budgétaire, le gouvernement va poursuivre son travail de sape de cet élément moteur de la cohésion sociale.

La modernisation de l'action publique, la loi de décentralisation et la non réponse aux attentes légitimes des fonctionnaires en matière de pouvoir d'achat, serviront de leviers pour mener à bien cet objectif.

Au moment où va s'ouvrir le cycle de discussion sur les pistes du rapport Pêcheur, Solidaires s'interroge sur l'utilité d'un tel processus.

Le Président de la République a fermé la porte à tout espoir de progrès social pour les fonctionnaires.

Solidaires Fonction Publique mettra en débat la nécessité de construire dans l'unité la plus large, des mouvements sociaux d'ampleur pour exprimer plus fortement le refus de cette politique antisociale.